

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

SESSION DE 1840.

DISCOURS

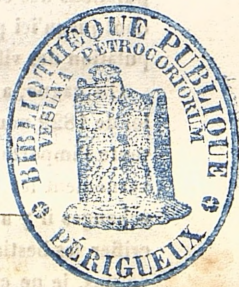
DE

M. LE G^{AL} BUGEAUD,

DÉPUTÉ DE LA DORDOGNE,

*Dans la discussion sur les pétitions relatives
aux droits sur les bestiaux.*

(Séance du 16 mars 1840.)



PZ 234

MESSIEURS,

J'arrive au moment où la discussion est très-épuisée. Cependant je vais essayer d'y glaner ; mais avant d'examiner les assertions de MM. les bouchers de Lyon et de Paris, je vais faire une courte réponse à M. de Golbéry, à M. Fulchiron et à M. le ministre du commerce.

E.P.
BPZ 234
C 0002805716

2)

M. Fulchiron a dit que la loi de 1822 fut plutôt politique que matérielle. Il a raison ; elle fut très-politique, car les intérêts matériels le sont au plus haut degré, et je crois que la politique, ou je me trompe fort, doit être l'art de rendre les peuples plus heureux. Or, le premier moyen de les rendre plus heureux, c'est de leur assurer du travail et des moyens d'existence.

Eh bien ! la loi de 1822 a assuré ce travail à une immense majorité de la population, celle des campagnes, et je remarque qu'on néglige beaucoup trop celle-là.

M. Fulchiron a parlé de la population ouvrière ; mais il est évident que dans son esprit il a entendu parler de la population ouvrière des villes. Je sais que celle-là, étant agglomérée, est par cela même très-puissante, attire plus particulièrement l'attention de certaines personnes, et surtout du Gouvernement. Mais qu'on ne perde jamais de vue ces populations des campagnes, si sages, si laborieuses, et cependant jusqu'ici placées dans des conditions inférieures à la population des villes. (Très-bien ! très-bien !)

On gagne, a dit M. Fulchiron, à faire des échanges. La loi de 1822 nous a brouillés avec l'Allemagne. Je comprends toute l'importance des échanges, et je désire que mon Gouvernement les favorise autant que possible. Mais dans ces échanges il y a divers degrés d'utilité, et s'il s'agissait de sacrifier les bestiaux français pour faire des échanges avec nos voisins, je ne craindrais pas de me brouiller avec les Allemands, parce qu'il s'agit ici d'un intérêt fondamental, d'une base de production que nous ne devons jamais compromettre. Je le déclare, s'il fallait même en venir à une guerre pour repousser l'invasion des bestiaux étrangers... (Hilarité.)

Oui, Messieurs, oui, je redouterais davantage l'invasion permanente des bestiaux étrangers que l'invasion des armées russes et autrichiennes. (Nouvelle hilarité.) Cela paraît peut-être un paradoxe ; vous allez voir le contraire. L'inva-

sion étrangère ne serait que passagère ; avec du courage, de la résolution, et surtout de l'union, nous en triompherions mais l'invasion permanente des bestiaux étrangers desséchait votre sol, elle tarirait la source de toutes les productions, elle diminuerait la fertilité du territoire, et réduirait peut-être des trois quarts la valeur de ce grand capital qui est assis sur le sol ; elle diminuerait la population du royaume, et par là sa force.

Vous le voyez, Messieurs, ce n'était donc pas un paradoxe.

Il y a bien long-tems, ajoute encore M. Fulchiron, que l'agriculture nous promet des progrès. Cela est vrai ; ses progrès sont lents ; elle ne peut renouveler ses expériences qu'une fois par an, c'est-à-dire avec les saisons. Elle n'est pas comme les autres industries, qui peuvent renouveler leurs expériences jusqu'à huit et dix fois dans l'année. (Marqués nombreuses d'approbation.) Les capitaux s'éloignent de l'agriculture, parce que, jusqu'à présent, ses bénéfices ont été très-minimes. Oui, les capitaux la fuient ; et pour qu'ils viennent à elle, il ne faut pas sans cesse dans vos lois de douane l'appauvrir et l'entraver : il faut au contraire la protéger. Alors les capitaux se présenteront, et elle fera de grands progrès.

Ne faisons pas dire à la classe ouvrière, a dit ensuite M. Fulchiron, que la propriété ne pense pas à elle. Je ne croyais pas, je l'avoue, qu'un homme sage et doux comme M. Fulchiron... (On rit.) Je ne croyais pas que le très-paisible M. Fulchiron pourrait mettre les propriétaires en opposition avec le peuple des villes : c'est là une erreur malheureuse. Leurs intérêts ne sont nullement divergens. Les habitans des villes, les habitans des campagnes et même les simples manœuvres sont intéressés à ce que les propriétaires et les gros fermiers fassent bien leurs affaires ; car alors ils font travailler davantage et peuvent donner de meilleurs salaires. Ils sont les chefs d'un

travail, et au fond ils ne sont que les administrateurs de la propriété au profit de tous ceux qui l'exploitent, et vivent dessus par le moyen de leur travail.

Il arrive même souvent que le propriétaire et le fermier se trouvent, par les produits, moins rétribués que s'ils étaient payés comme administrateurs en raison de leur talent.

D'ailleurs ces gros propriétaires sont-ils donc si nombreux qu'on les présente toujours en opposition avec les intérêts des populations ? La propriété est entièrement divisée chez nous ; nous avons 11 millions de cotes foncières, et le petit propriétaire, le très-petit propriétaire, et même le simple manœuvre, sont tout aussi intéressés à la question qui nous occupe que les possesseurs de vastes propriétés. (Très-bien !) Leurs intérêts sont parfaitement identiques ; et je dirai même, car c'est ici l'occasion, que les intérêts du peuple des campagnes, qu'on cherche à opposer à ceux des habitants des villes, sont entièrement les mêmes.

Je soutiens que pour que le peuple, pour lequel on s'intéresse avec tant de justice, mange de la viande, il faut, non pas que la viande soit très-chère, mais qu'elle soit à un très-bon prix. Il ne peut pas en manger autrement.

Ainsi l'habitant des campagnes, qui autrefois ne mangeait de la viande qu'aux trois ou quatre fêtes principales, en mange aujourd'hui un peu plus souvent, parce qu'il vend mieux. Cela est facile à comprendre : il en vend plus qu'il n'en mange, il a donc intérêt à ce que la viande se vende plus cher. Car s'il en vend 2,000 kilog. et qu'il n'en mange que 50 kilog., il aimera mieux payer 1 sou plus cher chez le boucher les 50 kilog. de sa consommation et vendre 1 sou de plus les 2,000 kilog. de viande sur pied qu'il conduit au marché.

Quelques membres. C'est du bon sens !

M. LE GÉNÉRAL BUGEAUD. Quant à l'habitant des villes, ce qui lui importe, ce n'est pas de manger la viande un peu

plus ou un peu moins cher : c'est d'avoir du travail, c'est là l'important pour lui. Mais qui est-ce qui lui assure du travail ? Ce sont les 24 millions d'agriculteurs. Si ceux-ci ne font pas leurs affaires, ils consommeront infiniment moins des produits des habitans des villes, et ceux-ci voyant diminuer leur travail sont forcés de diminuer leur consommation, bien que la viande soit à plus bas prix.

Savez-vous qui paie la plus-value de la viande ? Ce sont les riches qui ne travaillent pas dans les villes. Et si ce sont ceux-là qui paient, vous conviendrez, vous qui êtes populaires, que ce n'est pas un mal. (Approbation.)

Ce n'est donc pas l'ouvrier qui gagne à ce que la viande soit à vil prix.

M. DUPIN. Sans doute : il n'aurait pas de travail, s'il n'y avait pas d'octroi.

M. LE GÉNÉRAL BUGEAUD. Le bon marché m'a toujours paru une absurdité en économie politique ; l'important, c'est d'avoir de quoi payer.

Sous la défunte république, qui, je l'es, ère, ne renaitra pas, la viande était à très-bas prix. M. Bontems, boucher, qui existe encore, assure qu'à cette époque il l'a donnée à 2 sous, et cependant on en consommait fort peu. Savez-vous pourquoi ? C'est qu'on n'avait pas de quoi payer.

J'ai déjà répondu à quelques-unes des observations que M. le ministre nous a présentées. Mais M. le ministre croit qu'il y a avantage à changer le mode de l'impôt. Sans doute M. le ministre a entendu dire qu'il préférerait l'impôt au poids. Eh bien ! je m'élève contre cette opinion-là.

Messieurs, vous avez en France des départemens qui engraissernt, vous en avez d'autres qui élèvent le bétail, vous en avez qui ont plus de petit bétail que de gros. Eh bien ! ceux-là ont un grand intérêt à ce que ce mode de perception ne soit pas admis. Vous avez la Bretagne et d'autres provinces qui élèvent du petit bétail.

Si vous faites entrer le menu bétail de la Savoie, par exemple, vous leur portez un grand préjudice ; et ce n'est pas la grande propriété, mais la petite propriété particulièrement qui en souffrirait, car c'est elle qui, en général, a le plus petit bétail.

Mais M. le ministre croit qu'en définitive il faudra arriver graduellement à l'abaissement des droits.

Eh bien ! voilà une opinion que je ne saurais partager ; je crois, au contraire, qu'il faut que ce droit soit à peu près constamment prohibitif, précisément parce que j'ai dit tout à l'heure que c'était une industrie fondamentale, une industrie sur laquelle reposent toutes les autres, une industrie qui est le germe de tous les produits.

Le fumier, cette matière dégoûtante à l'œil et à l'odorat (On rit), est cependant la première, la plus grande des richesses nationales. (Très-bien !) Comment se fait il que Messieurs les économistes ne l'aient jamais prise en considération ? Ils ont trouvé sans doute que c'était trop immonde. Eh bien ! moi je crois que, la première, elle aurait dû fixer leur attention ; car on ne saurait trop le redire, c'est de celle-là que dépendent toutes les autres. Voilà pourquoi je pense qu'il ne faut pas abaisser nos droits, et qu'il importe de les maintenir ce qu'ils sont, et de suivre l'exemple de l'Angleterre, qui prétend nous donner des leçons de libéralisme en fait de commerce, et qui cependant prohibe l'entrée des bestiaux étrangers.

Une voix. La viande y est meilleur marché qu'en France.

M. BUGEAUD. Qu'il me soit permis maintenant d'examiner quelques-unes des assertions de Messieurs les bouchers. Je ne m'arrêterai pas à cette assertion, que l'espèce bovine a beaucoup dégénéré ; on y a déjà répondu. Il serait bien étonnant, lorsque s'étendent partout les progrès d'une meilleure nourriture, que les espèces eussent dégénéré. Les espèces s'améliorent, et le nombre des bêtes s'accroît par l'augmen-

tion et la meilleure qualité des alimens. Et pour en être bien persuadé, il suffit de voir avec quel soin on se procure de beaux animaux, de belles races, depuis que la culture des prairies artificielles et des racines s'est étendue. Ainsi, c'est donc une erreur de dire que les espèces ont dégénéré; c'est une erreur permise aux habitans des villes, qui ne sont nullement familiarisés avec les pratiques de la campagne.

J'ai la même réponse à faire à cette autre assertion : On n'engraisse pas aussi bien maintenant qu'autrefois. Cela n'est pas exact ; on nourrit mieux les bestiaux aujourd'hui, partant on les engraisse au moins aussi bien, et même mieux. A cette assertion qu'on n'engraisse pas aussi bien, et que le poids des bestiaux a diminué, on peut encore répondre que depuis la loi de 1822, un plus grand nombre de départemens concourent à l'alimentation de Paris et des autres grandes villes.

Autrefois leurs bestiaux ne pouvaient pas y participer, étant primés par la supériorité des bestiaux allemands; aujourd'hui 12 ou 15 départemens, je crois, qui ne fournissaient pas de bestiaux à Paris, en fournissent de moindre poids. De là on a dit que l'espèce avait dégénéré. Non, Messieurs, cela n'est pas exact : ainsi les bestiaux périgourdins, les bestiaux normands, les bestiaux du Limousin, n'ont pas dégénéré; mais comme beaucoup de départemens sont venus en concurrence, on amène des bestiaux d'un poids inférieur, et ils ont contribué à établir la moyenne; et de là on a imaginé que l'espèce était appauvrie. C'est une erreur; même dans les départemens qui fournissent du petit bétail, il y a amélioration dans l'espèce.

On a répondu aussi à ce qui avait été dit de la plus grande consommation des vaches; mais peut-être n'y a-t-on pas répondu suffisamment. Une des grandes causes de l'augmentation de la consommation des vaches, c'est l'octroi. Les vaches ne paient que 15 fr. d'entrée. Or, il y a beaucoup de vaches aux environs de Paris qui pèsent autant que des bœufs, et

comme le droit d'octroi est moindre, on fait entrer ces vaches. Ensuite la consommation du lait s'est singulièrement accrue, et j'observe en passant que cette plus grande consommation du lait a fait diminuer la consommation de la viande ; car quand on consomme plus d'une chose, on consomme moins de l'autre, c'est évident. Les nourrisseurs ne gardent les vaches qu'un an ; ils ne renouvellent pas le lait ; dès qu'elles n'en produisent plus, il faut bien qu'ils les engrassent et les vendent. Voilà pourquoi vous avez consommé l'année dernière 19,000 vaches, tandis qu'autrefois la consommation n'était que de 7 ou 8,000. Eh bien, je crois que cette consommation ira encore en augmentant, et ce n'est pas un grand malheur ; la vache sur vos marchés ne se vend qu'un sou de moins que le bœuf ; et vous, hommes riches, vous en mangez souvent sans vous en douter : c'est une très-bonne viande quand elle est grasse. (On rit.)

La fourniture des hôpitaux de Paris est, dit-on, d'un prix beaucoup plus élevé qu'elle ne l'était autrefois.

Je vais vous en dire la cause. Autrefois on n'exigeait pas de très-bonne viande dans les hôpitaux. Plusieurs adjudicataires avaient passé, pour ces fournitures, des marchés à un prix assez bas, parce qu'ils voulaient frauder, parce qu'on n'était pas très-difficile dans la réception des viandes. Savez-vous, Messieurs, comment ils s'y prenaient pour frauder ? On faisait entrer les bêtes mortes dans des voitures à doubles fonds, on les dépeçait, les bons morceaux étaient mis de côté, la viande de moindre qualité était livrée à l'hôpital, et la viande choisie sortait de l'hôpital dans le double fond pour être vendue très-cher en ville. Voilà pourquoi les basses viandes pouvaient être données à bas prix aux hôpitaux.

On a voulu donner de meilleure viande aux malades, et on a eu raison ; on a été plus difficile et plus clairvoyant dans les réceptions. Voilà pourquoi le prix de fournitures a été plus cher.

Les bouchers de Paris vous ont dit : Le conseil-général de la Seine a demandé l'abaissement du droit d'entrée sur les bestiaux étrangers. Je suis fort touché de la sollicitude paternelle du conseil-général de la Seine ; mais ce n'est pas à l'agriculture à faire les frais de cette sollicitude. Il y a des moyens qui sont à sa portée, dont il est le maître ; il doit donc commencer par ceux-là ; et s'ils ne suffisent pas, nous verrons après. Ainsi, vous avez un octroi énorme qui pèse sur la viande de 20 centimes par kilogramme ; vous avez la caisse de Poissy, les droits d'abattage et d'étal, et d'autres droits encore. Que le conseil-général de la Seine réduise d'abord ces droits, et alors il sera bien venu à demander une diminution dans les droits d'entrée à la frontière.

Ce n'est pas que je blâme l'octroi. Je crois que l'octroi ne pèse pas sur le peuple, car les dépenses municipales se font pour le peuple, les hôpitaux ne sont pas faits pour les gens riches assurément, et profitent au peuple. Les grands travaux qui s'exécutent dans les villes, c'est encore le peuple qui gagne l'argent qu'on y dépense. Ainsi l'octroi est très-favorable au peuple, et je ne le blâme point en principe ; mais, s'il faut toucher à quelque chose, c'est à l'octroi d'abord, mais non pas aux droits d'entrée sur les bestiaux étrangers. (Très-bien ! très-bien !)

Les bouchers de Paris prétendent que les droits énormes sur les bestiaux étrangers ruinent l'agriculture qui les achète fort cher à la *production indigène*, et que sans cela elle reprendrait l'industrie de l'engraissement, *négligé comme trop peu productif*.

Quant à la première objection, je ne conçois pas la différence qu'il y a entre l'agriculture et la production indigène ; or, lorsqu'on s'achèterait un peu cher à soi-même, il n'y aurait pas là un grand inconvénient. Quant à la seconde assertion, quand on dit en même temps que la vente est trop chère et que l'engraissement est trop peu lucratif, il y a là

une contradiction manifeste et une ignorance des choses que je ne veux pas relever dans toute sa rigueur, mais qui doit vous frapper et vous faire voir que MM. les bouchers ne connaissent pas la matière. Ils entendent très-bien le débit, mais ils n'entendent pas la production. (On rit.)

La consommation, dit-on, a diminué, et cette denrée, *auxiliaire indispensable du pain*, n'est plus à la portée des classes inférieures.

Il est bien heureux pour les habitans des villes que la viande soit un *auxiliaire indispensable du pain*. Malheureusement, les producteurs de viande ne sont pas dans le même cas; c'est pour eux un *auxiliaire*, non pas indispensable, mais extraordinaire pour trois ou quatre fêtes par an, pour le mariage de leurs filles, de leurs garçons, voilà tout.

Cependant, quand ils vendent bien leurs denrées au marché, ils emportent le gigot qu'ils mangent en famille. (On rit.) Voilà pourquoi il est essentiel que la viande se vende bien, pour que le peuple en mange, car les 24 millions de cultivateurs, M. Fulchiron en conviendra, sont aussi du peuple.

Mais le prix de la viande a-t-il subi la même progression d'augmentation que les autres denrées? Non, Messieurs; et il serait aisé de vous le prouver, si je ne craignais de vous fatiguer. Cependant, nous n'avons été aidés en aucune manière par la mécanique, qui n'a rendu que très-peu de services à l'agriculture, et je ne la crois pas appelée à en rendre beaucoup d'autres. Le prix de la terre a haussé, l'impôt s'est élevé de toutes manières, par les centimes additionnels, par les centimes facultatifs, extraordinaires, etc.

Le prix de la main-d'œuvre a également haussé, et cependant le prix de la viande ne s'est pas élevé dans une proportion extraordinaire; je dirai même que, depuis 1838, il a baissé: le bœuf a diminué de 6 cent.; le veau, de 9 cent.; le porc, de 10 cent.; le mouton seul a augmenté de 3 cent. Il n'est donc pas exact de dire que la viande va toujours en en-

chérissant, et pourtant, dans cette période, une épizootie vraiment désastreuse a pesé sur le bétail de presque toute la France : un mal de pied est venu affecter les animaux de toute nature. Les acheteurs n'achètent qu'en tremblant, car ils laissent en route une grande partie du bétail. C'est ce qui a produit un peu de rareté sur quelques marchés. On s'est empressé de jeter les hauts cris sans examiner la cause de cette rareté ; mais, dans presque tous les marchés, vous avez des bestiaux de renvoi. Et, d'ailleurs, faut-il changer nos lois de douane toutes les fois qu'une cause passagère et qui dépend de la nature vient affecter le marché ? Ce serait insensé.

Si la consommation paraît avoir baissé dans la ville de Paris, on en a dit tout à l'heure les causes ; mais elle s'est élevée dans les campagnes, et le département de la Seine, par exemple, consomme infiniment plus de viande qu'autrefois. Si Paris a vu diminuer un peu la consommation, cette diminution n'est pas générale ; car la consommation s'est augmentée sur les vaches, sur les veaux et sur les moutons ; elle n'a diminué que sur les bœufs, et elle a été remplacée par une foule d'autres produits animaux ou végétaux. Mais, enfin, si en dehors de Paris elle a augmenté, vous devez l'attribuer en partie à l'octroi ; car l'ouvrier se place près des barrières pour manger en dehors, et le dimanche, ainsi que le lundi, il se rassasie pour toute la semaine de ces matières qui n'ont pas payé l'octroi. (On rit.) Voilà pourquoi la consommation semble avoir baissé dans Paris. (Rumeurs diverses.)

Au reste, j'ai la certitude que les prix qui sont portés dans les mercuriales sont exagérés. M. le ministre du commerce peut s'en convaincre, en faisant examiner les livres des gros marchands bouchers ; ils vendent de la viande à la cheville au-dessous des mercuriales, et sans doute ils ne veulent pas y perdre. Savez-vous pourquoi les prix sont faussés ? C'est

BIBLIOTHEQUE
DE LA VILLE
DE PERIGUEUX

une contradiction manifeste et une ignorance des choses que je ne veux pas relever dans toute sa rigueur, mais qui doit vous frapper et vous faire voir que MM. les bouchers ne connaissent pas la matière. Ils entendent très-bien le débit, mais ils n'entendent pas la production. (On rit.)

La consommation, dit-on, a diminué, et cette denrée, *auxiliaire indispensable du pain*, n'est plus à la portée des classes inférieures.

Il est bien heureux pour les habitans des villes que la viande soit un *auxiliaire indispensable du pain*. Malheureusement, les producteurs de viande ne sont pas dans le même cas; c'est pour eux un *auxiliaire*, non pas indispensable, mais extraordinaire pour trois ou quatre fêtes par an, pour le mariage de leurs filles, de leurs garçons, voilà tout.

Cependant, quand ils vendent bien leurs denrées au marché, ils emportent le gigot qu'ils mangent en famille. (On rit.) Voilà pourquoi il est essentiel que la viande se vende bien, pour que le peuple en mange, car les 24 millions de cultivateurs, M. Fulchiron en conviendra, sont aussi du peuple.

Mais le prix de la viande a-t-il subi la même progression d'augmentation que les autres denrées? Non, Messieurs; et il serait aisé de vous le prouver, si je ne craignais de vous fatiguer. Cependant, nous n'avons été aidés en aucune manière par la mécanique, qui n'a rendu que très-peu de services à l'agriculture, et je ne la crois pas appelée à en rendre beaucoup d'autres. Le prix de la terre a haussé, l'impôt s'est élevé de toutes manières, par les centimes additionnels, par les centimes facultatifs, extraordinaires, etc.

Le prix de la main-d'œuvre a également haussé, et cependant le prix de la viande ne s'est pas élevé dans une proportion extraordinaire; je dirai même que, depuis 1838, il a baissé: le bœuf a diminué de 6 cent.; le veau, de 9 cent.; le porc, de 10 cent.; le mouton seul a augmenté de 3 cent. Il n'est donc pas exact de dire que la viande va toujours en en-

chérissant, et pourtant, dans cette période, une épizootie vraiment désastreuse a pesé sur le bétail de presque toute la France : un mal de pied est venu affecter les animaux de toute nature. Les acheteurs n'achètent qu'en tremblant, car ils laissent en route une grande partie du bétail. C'est ce qui a produit un peu de rareté sur quelques marchés. On s'est empressé de jeter les hauts cris sans examiner la cause de cette rareté ; mais, dans presque tous les marchés, vous avez des bestiaux de renvoi. Et, d'ailleurs, faut-il changer nos lois de douane toutes les fois qu'une cause passagère et qui dépend de la nature vient affecter le marché ? Ce serait insensé.

Si la consommation paraît avoir baissé dans la ville de Paris, on en a dit tout à l'heure les causes ; mais elle s'est élevée dans les campagnes, et le département de la Seine, par exemple, consomme infiniment plus de viande qu'autrefois. Si Paris a vu diminuer un peu la consommation, cette diminution n'est pas générale ; car la consommation s'est augmentée sur les vaches, sur les veaux et sur les moutons ; elle n'a diminué que sur les bœufs, et elle a été remplacée par une foule d'autres produits animaux ou végétaux. Mais, enfin, si en dehors de Paris elle a augmenté, vous devez l'attribuer en partie à l'octroi ; car l'ouvrier se place près des barrières pour manger en dehors, et le dimanche, ainsi que le lundi, il se rassasie pour toute la semaine de ces matières qui n'ont pas payé l'octroi. (On rit.) Voilà pourquoi la consommation semble avoir baissé dans Paris. (Rumeurs diverses.)

Au reste, j'ai la certitude que les prix qui sont portés dans les mercuriales sont exagérés. M. le ministre du commerce peut s'en convaincre, en faisant examiner les livres des gros marchands bouchers ; ils vendent de la viande à la cheville au-dessous des mercuriales, et sans doute ils ne veulent pas y perdre. Savez-vous pourquoi les prix sont faussés ? C'est

que l'agriculture n'intervient pas dans la fixation de la mercuriale.

Je prie M. le ministre de remarquer que les réglemens sur la boucherie ne sont pas exécutés, c'est-à dire qu'ils sont exécutés dans ce qui est contraire à l'agriculture, mais qu'ils ne le sont nullement dans ce qui pourrait blesser les bouchers, et cela, parce que l'agriculture n'est pas représentée dans les marchés. Il serait très-important qu'elle le fût pour régler la mercuriale et assurer l'exécution de tous les réglemens tombés en désuétude.

Il serait également urgent qu'on défendit le commerce à la cheville : les réglemens défendent ce commerce. Tous les bouchers doivent s'approvisionner directement aux marchés de Sceaux et de Poissy ; cela ne s'exécute plus. Il n'y a qu'un certain nombre de bouchers qui achètent pour les autres, et ils règlent souvent le cours à leur volonté, parce qu'ils n'y a pas assez de concurrence.

Il y aurait encore une amélioration à apporter : ce serait de permettre aux éleveurs, aux herbagers, lorsque leurs bestiaux ont été renvoyés deux fois du marché, de les abattre et de les débiter. Ce qui a été rebuté deux fois reste à la charge des marchands; ils ne peuvent le vendre, et cela les ruine. (Assentiment.)

Vous voyez que l'agriculture, qui garde le silence, a pourtant des réclamations très-légitimes à faire, et je prie M. le ministre du commerce de vouloir bien s'occuper au plus tôt de la police des marchés et de la boucherie.

J'arrive aux assertions de MM. les bouchers de Lyon. Ils disent que la nouvelle destination donnée aux terres par des *cultures plus lucratives* que celle des fourrages et des racines a diminué le nombre des bestiaux de manière à ce que le prix s'est élevé à 75 centimes le demi-kilogramme.

Je crois que cela est exagéré. Mais, enfin, si certaines productions sont plus lucratives, s'il est plus avantageux de cultiver la garance, le colza, le tabac, la vigne même, que d'élever du bétail, faut-il, pour cela, que les populations des départemens du centre et de l'ouest, qui ne peuvent pas produire autre chose que des bestiaux et des grains, voient leurs productions invendues et avilies dans leur prix? Faut-il que le bétail étranger vienne faire une concurrence que nous ne pouvons supporter parce que les conditions de productions sont toutes plus avantageuses chez nos voisins, ainsi qu'il me serait facile de le démontrer si je ne craignais d'arrêter trop long-tems l'attention de la chambre? C'est précisément parce que vous avez des cultures plus lucratives que vous pouvez et que vous devez payer la viande nationale un peu plus cher. Au reste, je remarque que ce ne sont ni les producteurs ni les consommateurs des départemens de l'est qui réclament; ce sont les bouchers, c'est-à-dire la classe la moins intéressée à l'abaissement du prix.

Messieurs, la France est une grande agglomération de provinces diverses, unies pour s'entraider et se partager les charges et les bénéfices de l'association. Voyons, si ces charges et ces bénéfices sont également partagés :

Les départemens du centre et de l'ouest paient des impôts qui ne se dépensent jamais sur leur territoire : la dépense se fait dans les départemens de l'est et du nord, où se trouvent les grandes garnisons, où sont les places de guerre et le plus grand nombre de routes royales et de canaux.

Cela est si vrai que, dans presque tous ces départemens, il est plus dépensé pour les besoins de l'Etat que ces mêmes départemens ne paient d'impôts.

Je ne me rappelle pas précisément les chiffres ; mais je crois pouvoir affirmer que, dans le département du Bas-Rhin,

par exemple, où l'on paie 8 millions d'impôts, il est dépensé pour les garnisons, l'entretien des places de guerre, plus de 12 millions.

Prenez un des départemens producteurs de bétail, et vous verrez qu'il ne s'y dépense pas plus de la dixième partie de l'impôt qu'on y paie.

Voilà, Messieurs, des inégalités qui sont assez choquantes.

Comme vous le voyez, les charges et les bénéfices ne sont pas également répartis. Cependant nous ne nous en plaignons pas. Des nécessités publiques exigent que les places de guerre et les garnisons soient en plus grand nombre à nos frontières. Nous n'en murmurons pas; mais nous disons : « Laissez-nous vendre notre bétail; si nos impôts se dépensent chez vous, du moins ne nous ruinez pas, afin que nous puissions les payer. Quand nos frontières seront menacées, quand il faudra repousser l'invasion de l'étranger, vous trouverez fort bien que nos enfans aillent vous aider. Eh bien ! favorisez donc la multiplication de ces enfans en ne ruinant pas les pères. »

Messieurs, les pétitionnaires ont soulevé, sans s'en douter peut-être, la plus grande des questions d'économie publique. Leurs demandes imprudentes ne tendent à rien moins qu'à dessécher le sol, et, partant, à réduire la population, à arrêter tous les progrès, à rétrograder vers la barbarie.

Messieurs, croyez-le bien, à cette question se rattachent tous les progrès matériels, moraux et politiques. Vous ne pouvez faire un pas en avant si l'agriculture est stationnaire, et celle-ci ne peut progresser sans l'augmentation du bétail et des engrais qu'il produit. Or, Messieurs, on ne produit avec abondance que ce qui se vend bien : faites baisser le prix par l'abaissement des droits, et à l'instant même vous verrez diminuer la production animale. Toutefois, malgré l'importance de cette production fondamentale et mère de toutes les autres, nous ne demandons à être protégés que

comme toutes les autres industries. Si l'on abaisse les barrières devant les bestiaux étrangers, il faut que toutes les barrières soient abaissées. Alors nous serons dans l'âge d'or des économistes : nous aurons tout à bon marché; nous ne travaillerons pas, car nous ne pourrions pas vendre nos produits; comme les Arabes, nous chasserons, nous aimerons... (Rires et bruit), pourvu que Messieurs les économistes nous enseignent les moyens de payer sans produire.

Rappelez-vous toujours, Messieurs, qu'un pays sans bétail est un pays misérable, livré à l'étranger, d'abord quant à la richesse, et bientôt quant à la force.

De toutes parts. Très-bien ! très-bien ! Aux voix ! aux voix !

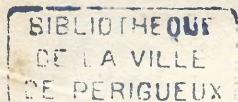
M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Schauenburg.

M. CARL, rapporteur. Je la demande aussi.

M. LE GÉNÉRAL BUGEAUD, à sa place. J'ai cru inutile de dire que je m'opposais aux conclusions de la commission.

Une voix. Cela s'entend de reste. (On rit.)

M. LE GÉNÉRAL BUGEAUD. Je demande l'ordre du jour.



(Extrait du *Moniteur* du 17 mars 1840.)

11. Le Président de la République a nommé le 21 novembre 1914, le Colonel de Cavalerie, à la disposition de la Commission.

[illegible]